

côté du détroit de Canso à l'autre, et d'un train à l'autre, du côté de la Nouvelle-Ecosse à celui du Cap-Breton. Du côté du Cap-Breton il y a un double terminus. A l'une de ces gares, le gouvernement conservateur avait nommé un libéral, M. George-C. Lawrence, fonctionnaire de mérite, et soit dit en passant, frère de l'Orateur de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Ecosse, et en outre, gentleman d'une éducation et d'une compétence parfaites. On ne crut pas prudent de saisir cet homme à la gorge, en langage officiel. Mais on eut recours à d'autres moyens, non pas ceux exposés avec tant de franchise, de loyauté, de noblesse par le ministre des Chemins de fer ce soir même, mais à des moyens détournés, à des mesures qui permettent au chef du cabinet à cette époque de désavouer toute complicité de la part du parti dans tel ou tel crime atroce, blessant toutes les convenances politiques.

Voici donc comment l'on s'y prit : des quartiers généraux arriva l'ordre pourtant que Port-Hastings cesserait d'être le terminus du chemin de fer du steamer-passeur en question, et que ce vapeur-railway, comme on l'appelle, ne stopperait plus à Port-Hastings.

M. Lawrence se trouva donc, un bon matin, sans emploi, ou plutôt guillotiné, comme le vent le langage officiel. Afin de conserver à cette démarche les dehors de la bienséance, on laissa quelques mois s'écouler et soudain voilà qu'un nouveau fonctionnaire tory fait son apparition et s'installe dans le bureau de l'agent du chemin de fer à Port-Hastings, où il est encore à l'heure actuelle. Je voudrais bien savoir si le chef de l'opposition s'engagerait solennellement à protester contre toute démarche de ma part auprès des ministres si je leur suggérais de traiter de la sorte aujourd'hui tous ceux qui détiennent des emplois du gouvernement. Que le gouvernement le sache bien, les électeurs d'Inverness m'estimeront infidèle au mandat qu'ils m'ont confié, si j'hésitais à demander aux ministres de destituer tous les fonctionnaires de mon comté qui se sont montrés partisans politiques. Relativement à ce qu'on a dit touchant la ligne de démarcation entre les fonctionnaires partisans et ceux non partisans, je prétends que l'opinion publique est le tribunal de dernière instance et les électeurs d'Inverness en me confiant leur mandat, m'ont chargé de demander un gouvernement libéral, entre autres réformes, le renvoi de tous les fonctionnaires de mon comté qui ont pris part aux luttes politiques, et le cabinet, j'en ai la conviction, peut compter sans crainte sur l'opinion publique de ce comté en faisant cette réforme, pourvu, toutefois, qu'elle ne porte atteinte en rien aux convenances d'ordre public ou politique.

En mai dernier, au plus fort de la mêlée politique, le chef de l'opposition et l'honorable député de Pictou ont envahi mon comté sur trois points différents, escortés par une foule d'individus, dont sept sur dix étaient fonctionnaires fédéraux et ils ont déployé tous leurs efforts dans le but d'assurer ma défaite ; or, je voudrais bien savoir pourquoi, aujourd'hui, je ne soucierais de leurs protestations même les plus énergiques et les plus solennelles, contre la destitution de ces mêmes fonctionnaires partisans ! Je le dis sans crainte, il serait insensé de la part de ces honorables députés de s'attendre à ce que je me préoccupe aujourd'hui de leurs protestations solennelles, en face de la conduite tenue par ces fonctionnaires partisans ; et le témoi-

M. McLENNAN (Inverness).

gnage du chef de l'opposition est le meilleur que je puisse invoquer pour prouver leur culpabilité, lui qui a déclaré, en outre, que je ne serais pas élu. Et je demande à la Chambre si je n'ai pas raison de demander la destitution des fonctionnaires partisans qui ont accompagné le chef de l'opposition sur le steamer *Blue Hill*, à l'époque où ils envahirent mon comté et annoncèrent que je serais vaincu par celui qui avait représenté le comté au parlement pendant dix-huit ans. Ils déclarèrent alors que les électeurs du comté d'Inverness me consignerait à mon domicile ; mais ils m'ont, au contraire, envoyé ici les représenter et m'ont chargé de demander au gouvernement la démission de tous les fonctionnaires partisans ; or, je demande au chef de l'opposition et à l'honorable député de Pictou (sir Charles-Hibbert Tupper) s'il n'est pas vrai que sept sur dix des fonctionnaires escortant le chef de l'opposition, dans cette circonstance, n'étaient pas fonctionnaires fédéraux ? Je me souviens aussi avoir vu un journal de parti publié à Port-Hawkesbury, où figuraient les portraits du chef de l'opposition et de mon adversaire. Ce journal déclarait que les conservateurs sortiraient victorieux de la lutte électorale, le 23 juin ; il décrivait en termes pompeux le magnifique succès de la campagne politique du chef de l'opposition dans mon comté, et faisait une description enthousiaste de la procession qui l'avait escorté de Port-Hood jusqu'au steamer *Blue Hill* aux accents vibrants du pibroch, et du refrain inspiré : " Qui sera roi sinon Charlot ? " Le bon prince Charlot en question était l'un des prétendants au trône d'Angleterre. Il n'est, toutefois, jamais devenu roi, et ici encore, l'histoire ne fait que se répéter, car le couronnement a été ajourné indéfiniment.

Il y a des lignes télégraphiques fédérales qui sillonnent une grande partie de mon comté, et six bureaux de télégraphes y sont établis ; or, aujourd'hui, il ne se trouve pas un seul fonctionnaire libéral à la tête de ces bureaux. Le bureau de Margarec, localité où je réside, était tenu par un libéral, qui fut mis à la porte deux ou trois semaines avant l'élection, et il ne restait plus un seul télégraphiste auquel je voulusse confier, avec sûreté, l'expédition d'un message, car l'instrument avait été transporté au bureau du plus fanatique tory de tout le comté d'Inverness.

Quant aux fonctionnaires de la Nouvelle-Ecosse, j'affirme un fait que tous les députés libéraux de cette province peuvent attester, en disant que le reproche le plus grave que les libéraux aient formulé, et forment encore aujourd'hui à l'adresse du ministre des Finances et de son gouvernement, est qu'il a fait preuve de trop de modération relativement aux destitutions de fonctionnaires tories, durant son administration. Un des premiers discours que je prononçai à la législature de la Nouvelle-Ecosse, était dirigé contre la législation à laquelle a fait allusion l'honorable député de Pictou (M. Bell), la loi relative aux shérifs. Les premières paroles que je prononçai en public étaient une protestation contre cette mesure législative. Et mes prédictions à cette occasion, je suis heureux de le dire, ne se sont pas réalisées ; car le shérif actuel d'Inverness est un ardent partisan tory qui, depuis quatorze ans détient cette charge sous le contrôle du gouvernement provincial. La meilleure preuve que je puisse donner de son ardent dévouement à son parti est le fait qu'il a été nommé par mon prédécesseur président d'élection pour son